

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0A1 / Noyau 0A1

Gatineau

Québec

K1A 0S5

**Revision to a Request for Supply
Arrangement - Révision à une demande
pour un arrangement en matière
d'approvisionnement**

The referenced document is hereby revised; unless
otherwise indicated, all other terms and conditions of
the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf
indication contraire, les modalités de l'invitation
demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Electronic Information Technology Professional Srv
Div/Div des srv professionnels en technologie de
l'information électronique

11 Laurier St. / 11 rue Laurier

Portage III 0A1 - 1

Gatineau

Québec

K1A 0S5

| | |
|--|--|
| Title - Sujet TBIPS | |
| Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-055605/E | Date 2013-03-21 |
| Client Reference No. - N° de référence du client EN578-055605 | Amendment No. - N° modif. 014 |
| File No. - N° de dossier 003ei.EN578-055605 | CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME |
| GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EI-003-25338 | |
| Date of Original Request for Supply Arrangement 2013-01-18 Date de demande pour un arrangement en matière d'app. originale | |
| Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-04-03 | |
| Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST | |
| Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Benoit(003ei), Real | Buyer Id - Id de l'acheteur 003ei |
| Telephone No. - N° de téléphone (819) 934-4667 () | FAX No. - N° de FAX (819) 956-7827 |
| Delivery Required - Livraison exigée | |
| Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: | |
| Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the solicitation. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de l'invitation. | |

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

| | | |
|--|--|---|
| Acknowledgement copy required Accusé de réception requis | Yes - Oui <input type="checkbox"/> | No - Non <input type="checkbox"/> |
| The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre. | | |
| Signature | Date | |
| Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) | | |
| For the Minister - Pour le Ministre | | |

Modification de l'invitation à soumissionner n° 14

La présente modification de l'invitation à soumissionner comprend ce qui suit:

A: Modification n° 18

C: Questions et réponses

A: Modification n° 18

**SOUS LES PIÈCES JOINTES B ET C DE LA DEMANDE DE SOUMISSION -
O.6 COTE DE SÉCURITÉ DU SOUMISSIONNAIRE:**

Supprimer:

Le soumissionnaire doit, à la date d'attribution de l'offre, détenir au moins une vérification d'organisation désignée (VOD) valide émise par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

1. Pour démontrer qu'il satisfait à cette exigence, le soumissionnaire doit fournir, dans la composante Collecte de données:

- a)
 - (i) le(s) numéro(s) de dossier DSIC; ou
 - (ii) l'information pour obtenir la cote de sécurité.
- b) fournir, en réponse à ce critère obligatoire, l'attestation des droits acquis de la Pièce jointe E de la présente demande de soumissions si une offre à commandes a été conclue avec le soumissionnaire en vertu de la précédente mise à jour de la demande de soumissions EN578-055605/D et que celui-ci ne souhaite pas modifier sa qualification en regard de ce critère; ou
- c) fournir l'information demandée à la section O.61a) ci-dessus si une offre à commandes a été conclue avec le soumissionnaire en vertu de la précédente mise à jour de la demande de soumissions EN578-055605/D et que celui-ci souhaite modifier sa qualification en regard de ce critère.

2. Si le soumissionnaire est une coentreprise, tous les membres doivent détenir au moins une VOD émise par la DSIC de TPSGC.

Insérer:

Le soumissionnaire doit, à la date d'attribution de l'offre, détenir au moins une vérification d'organisation désignée (VOD) valide émise par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

1. Pour démontrer qu'il satisfait à cette exigence, le soumissionnaire doit fournir, dans la composante Collecte de données:

a) (i) le(s) numéro(s) de dossier DSIC; ou

(ii) l'information pour obtenir la cote de sécurité; **ou**

b) fournir, en réponse à ce critère obligatoire, l'attestation des droits acquis de la Pièce jointe E de la présente demande de soumissions si une offre à commandes a été conclue avec le soumissionnaire en vertu de la précédente mise à jour de la demande de soumissions EN578-055605/D et que celui-ci ne souhaite pas modifier sa qualification en regard de ce critère; ou

c) fournir l'information demandée à la section O.61a) ci-dessus si une offre à commandes a été conclue avec le soumissionnaire en vertu de la précédente mise à jour de la demande de soumissions EN578-055605/D et que celui-ci souhaite modifier sa qualification en regard de ce critère.

2. Si le soumissionnaire est une coentreprise, tous les membres doivent détenir au moins une VOD émise par la DSIC de TPSGC.

C: Questions et réponses**Q 197**

Je prépare actuellement notre réponse technique et je me pose la question suivante :

a) Les documents d'invitation à soumissionner indiquent qu'à titre de titulaire actuel d'un arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) et d'une offre à commandes (OC) pour des services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT), nous devrions présenter une (1) copie de la soumission technique et une (1) copie de la soumission financière.

b) Cela signifie-t-il que vous vous attendez à ce qu'une copie de la pièce jointe E soit intégrée aux deux documents?

c) À titre de titulaire actuel d'un AMA et d'une OC pour des SPICT, je comprends que nous devons remplir tous les renseignements en ligne et présenter seulement une copie de la pièce jointe E signée afin de mettre à jour nos arrangements actuels. Nous ne souhaitons pas faire d'ajouts ou de retraites aux catégories que nous détenons à l'heure actuelle.

R 197

- a) Exact. À titre de titulaire actuel d'une OC et d'un AMA, vous devez présenter une copie papier de votre soumission technique. La soumission technique pour l'OC doit être présentée par l'intermédiaire de la composante de collecte des données (CCD).**
- b) Non. La pièce jointe E doit être présentée avec votre soumission technique.**
- c) Exact**

Q 198

J'ai remarqué dans MERX que la date de clôture des soumissions a été reportée au 25 mars pour la copie papier et la présentation dans le Système des services professionnels centralisés (SSPC).

Pourriez-vous confirmer que cette nouvelle date est exacte?

R 198

Veillez vous reporter à la modification de l'invitation à soumissionner n° 13, modification n° 15.

Q 199

Quel est le numéro de référence de page?

Cela se trouve sous « Renseignements sur le fournisseur » au critère obligatoire O.2?

R 199

Veuillez vous reporter à la modification de l'invitation à soumissionner n° 9, R131.

Q 200

- a) i) **Pourriez-vous confirmer que tous les membres de la coentreprise sont un total cumulatif?**

OU

- ii) **Chaque membre de la coentreprise doit-il démontrer un revenu de 1 M\$ sur une période de trois (3) ans?**

- b) **Y a-t-il une limite au nombre de membres d'une coentreprise?**

R 200

- a) i) Le montant de 1 M\$ de l'OC visant à satisfaire à l'exigence obligatoire O.4 est le montant global.
a) ii) Non
b) Non

Q 201

1. **Pourriez-vous confirmer que chaque membre de la coentreprise doit satisfaire aux exigences ci-après?**
- a) **Le membre doit avoir réalisé un volume d'affaires brut provenant des ventes d'au moins 250 000 \$ CA au cours du dernier exercice financier, se terminant au plus tard douze mois immédiatement avant la date de clôture.**
- b) **Preuve documentée : Le membre doit avoir exercé ses activités sous la même personne morale pendant au moins trois ans à la date de clôture.**
- c) **Le membre doit avoir fourni à des clients externes des services professionnels en informatique d'une valeur supérieure au seuil minimal de facturation de 1 M\$, et les avoir facturés.**
- d) **Volet 6 : Services de cyberprotection de palier 1 – six projets en référence justifiés doivent avoir été exécutés dans les trois années précédant la date de clôture des soumissions.**
2. **Quelle est la raison de la différence de 1 M\$ à 250 000 \$ CA?**

R 201

1.
a) Non. Veuillez vous reporter à l'alinéa 3 de l'exigence obligatoire O.1, Attestation financière, des pièces jointes B ou C.

- b) Oui. Veuillez vous reporter à l'alinéa 2 de l'exigence obligatoire O.2, Nombre minimum d'années d'existence de l'entreprise, des pièces jointes B ou C.
 - c) Non. Veuillez vous reporter à l'alinéa 2 de l'exigence obligatoire O.4, Valeur cumulative totale facturée, des pièces jointes B ou C.
 - d) Veuillez vous reporter au premier paragraphe et à l'alinéa 2 de l'exigence obligatoire O.5, Identification des catégories.
2. Il s'agit d'exigences relatives à des critères obligatoires différents. Le 1 M\$ est la valeur cumulative totale facturée (VCTF) exigée pour satisfaire aux exigences du critère O.4 de l'OC. Les 250 000 \$ correspondent au montant de l'attestation financière exigée pour satisfaire à l'exigence obligatoire O.1.

Q 202

Nous sommes un titulaire actuel d'une OC et d'un AMA pour des SPICT.

Dans le cadre du volet 5 (Services de gestion de projet [P]), nous disposons de 10 des 12 catégories, dont 3 qui ne sont pas confirmées. Plus précisément, nos catégories non confirmées comprennent P.1 (conseiller en gestion du changement), P.2 (architecte-conseil de l'organisation) et P.4 (conseiller en développement organisationnel). Nous ne disposons pas de P.3 (conseiller en ressources humaines) et P.12 (spécialiste en gestion du risque). Pouvons-vous interchanger une de nos catégories non confirmées et une catégorie dont nous ne disposons pas (c.-à-d. pouvons-nous interchanger P.4 (conseiller en développement organisationnel) et P.12 (spécialiste en gestion du risque)).

A 202

Non. Veuillez vous reporter à l'alinéa 7 (iii) de l'exigence obligatoire O.5 des pièces jointes B ou C et à la modification de l'invitation à soumissionner n° 7, R90 4).

Q 203

Dans le cas d'une proposition provenant d'une coentreprise, dans la CCD, sous Attestations, exigence O.2, Nombre minimum d'années d'existence de l'entreprise :

- a) **Il y a deux sections... Renseignements sur le fournisseur et Renseignements sur les membres de la coentreprise.**
 - i) **Le fournisseur est la coentreprise, n'est-ce pas?**
 - ii) **Par conséquent, la date « d'établissement » du fournisseur est la même que celle de la coentreprise?**
- b) **De plus, pourriez-vous préciser de quelle référence de page il s'agit?**

R 203

a) i) Exact

a) ii) Oui. Dans la section « Renseignements sur le fournisseur », le soumissionnaire doit entrer la date à laquelle la coentreprise a été établie. Dans la section « Renseignements sur les membres de la coentreprise », le soumissionnaire doit entrer les dates auxquelles chaque membre de la coentreprise y est entré en fonction. En ce qui concerne l'évaluation de l'exigence obligatoire O.2, le Canada doit vérifier les renseignements fournis à la section « Renseignements sur les membres de la coentreprise » par rapport aux documents justificatifs présentés en copie papier avec la soumission.

b) Veuillez vous reporter à la modification de l'invitation à soumissionner n° 9, R131.

Q 204

Cette question concerne la mise à jour des SPICT – invitation à soumissionner n° EN578-055605.

En raison d'une diversité de facteurs, dont la quantité et la taille des récentes modifications qui ont été publiées et l'importance de la présente invitation à soumissionner pour le Canada et les fournisseurs, le fait que de nombreuses entreprises et organisations manquent de personnel pendant la semaine de relâche de mars et la nécessité d'obtenir un grand nombre de références (bon nombre de clients en référence sont absents pendant cette semaine), nous demandons une prolongation de deux semaines qui reporterait la date de clôture des soumissions au 9 avril 2013.

R 204

Veuillez vous reporter à la modification de l'invitation à soumissionner n° 13, modification n° 15.

Q 205

Cette question concerne la mise à jour des SPICT – invitation à soumissionner n° EN578-055605.

Pour les fournisseurs actuellement qualifiés dans le cadre de l'arrangement en matière d'approvisionnement en cyberprotection (AMAC), les SPICT ne permettent pas à chaque entreprise individuelle de la coentreprise titulaire de l'AMAC de se qualifier individuellement pour la mise à jour des SPICT dans le nouveau volet des services de cyberprotection.

L'État énonce que la coentreprise titulaire de l'AMAC est une personne morale différente. Cet énoncé est faux. La plupart des coentreprises entre entreprises ne sont PAS des personnes morales.

Voici la définition de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) d'une coentreprise : « On entend par "coentreprise " une association de deux ou plusieurs parties réunissant leurs moyens financiers, leurs biens, leurs connaissances, leurs compétences, leur temps ou d'autres ressources dans une coentreprise, en s'engageant à en partager les bénéfices et les pertes, chacune exerçant sur l'entreprise un certain contrôle. »

Cette définition énonce clairement qu'une coentreprise n'est pas une seule personne morale, mais deux ou plusieurs parties qui réunissent leurs connaissances et leurs compétences afin de soumissionner sur un approvisionnement particulier. À la question 155, l'État a mentionné ce qui suit : « Votre AMAC (coentreprise) est une personne morale différente de votre OC ou AMA pour des SPICT (la personne morale individuelle). » Cet énoncé est erroné. Une coentreprise est composée de plus d'une personne morale. Une personne morale qui fait partie de la coentreprise est responsable conjointement et individuellement de toutes les activités de cette coentreprise, tout comme elle le serait si elle était une personne morale individuelle. Si la coentreprise (titulaire de l'AMAC) était une personne morale différente de la personne morale individuelle (titulaire de l'OC ou de l'AMA pour des SPICT), la personne morale individuelle ne serait pas responsable des activités de la coentreprise. Par conséquent, l'argument de l'État, à savoir que les membres de la coentreprise titulaire de l'AMAC ne se qualifieront pas automatiquement parce que la coentreprise est une personne morale différente, n'est pas juste pour les titulaires actuels de l'AMAC qui sont des coentreprises. De plus, les exigences pour se qualifier pour l'AMAC étaient extrêmement onéreuses, nécessitant une quantité importante de stratégies de sécurité et de plans de travail, ainsi qu'une expertise de la part de l'entreprise et des candidats. Pour cette raison, de nombreuses entreprises se sont vues dans l'obligation de soumissionner à titre de coentreprise.

Par conséquent, nous demandons à l'État de permettre aux membres d'une coentreprise titulaire de l'AMAC d'être migrés à l'OC et à l'AMA pour des SPICT.

R 205

Votre coentreprise s'est qualifiée pour l'AMAC à l'aide des compétences de tous les membres de celle-ci. Par conséquent, le processus de migration s'applique au titulaire de l'AMAC (c.-à-d. la coentreprise). Le Canada ne reconnaît pas les compétences des membres individuels de la coentreprise pour le processus de migration.

Q 206

Mon entreprise est actuellement titulaire d'un contrat portant sur des SPICT (en coentreprise avec « nom de l'entreprise »).

Notre entreprise a connu une croissance au cours des dernières années et nous sommes maintenant en position de répondre également aux besoins du palier 2.

Nous aimerions présenter une deuxième réponse pour des SPICT, mais nous ne sommes pas certains du processus à suivre pour ce faire.

R 206

En ce qui concerne votre coentreprise, vous êtes considéré comme étant un titulaire actuel de SPICT qui souhaite modifier la soumission technique au dossier (c.-à-d. Demande relative au palier 2). Veuillez vous reporter à la R5 de la modification de l'invitation à soumissionner n° 3 et à la modification de l'invitation à soumissionner n° 12, modification n° 13.

En ce qui concerne votre deuxième réponse pour des SPICT, vous seriez considéré comme étant un nouveau soumissionnaire. Vous devez donc présenter une soumission complète. Veuillez vous reporter à la composante 1, de la partie 3, à l'alinéa 1.4, Tableau de présentation des soumissions, à la colonne B.

Q 207

Se reporter à l'alinéa 4, Renseignements financiers déjà transmis à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), de la section 4, Viabilité financière, de la partie 4, Procédures d'évaluation et méthode de sélection (page 21 sur 108). S'agit-il ici de confirmer que les renseignements financiers nécessaires pour « nom de l'entreprise » sont toujours au dossier de TPSGC?

R 207

Il n'est pas nécessaire de présenter ces renseignements avec la soumission. La viabilité financière ne doit être confirmée que si le responsable de l'OC ou de l'AMA le demande.

Q 208

Veillez confirmer que la saisie des taux de l'offre à commandes dans la CCD et l'utilisation possible de l'outil permettant de copier les renseignements n'auront pas de répercussions sur les taux existants de l'arrangement en matière d'approvisionnement dans les contrats actuels.

R 208

Confirmé

Q 209

- 1) **Nous avons formé une nouvelle coentreprise et nous soumissionnons sur les paliers 1 et 2.**

En ligne, sous Paliers, nous avons sélectionné :

X – Offre à commandes (OC)

X – Arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) – Palier 1

X – Arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) – Palier 2

Dans le cadre des volets, nous fournirons la justification de notre admissibilité au palier 2. Le fait de nous qualifier pour le palier 2 nous permet-il de nous qualifier automatiquement pour le palier également?

- 2) **À la page 2 de la pièce jointe E il y a l'énoncé suivant : « Tous les soumissionnaires doivent signer et soumettre le présent formulaire. »**

- i) **À titre de coentreprise, est-ce que seul le membre PRINCIPAL doit remplir ce formulaire ou tous les membres individuels de la coentreprise doivent-ils le faire?**
- ii) **En d'autres termes, dans une coentreprise, le membre PRINCIPAL est-il considéré comme étant le « soumissionnaire »?**

- 3) **Valeur cumulative totale facturée pour le palier 1**
Valeur cumulative totale facturée pour le palier 2

Si nous fournissons le document « Valeur cumulative totale facturée pour le palier 1 », devons-nous aussi fournir un deuxième document pour le palier 1?

R 209

- 1) **Oui**
- 2) i) **Veillez vous reporter à l'alinéa 3 de l'article 16, Coentreprise, de la pièce jointe H.**
- 2) ii) **Non. La coentreprise est considérée comme étant le soumissionnaire.**
- 3) **Non**

Q 210

Nous avons officialisé le changement de nom de notre entreprise le 1^{er} novembre 2012.

L'exigence obligatoire O.2 énonce ce qui suit : « Le soumissionnaire doit exercer ses activités depuis au moins trois (3) ans à la date de clôture de la demande de soumissions. »

La présentation d'une réponse comprenant nos déclarations de revenus confirmant le nombre d'années que nous exerçons nos activités, ainsi qu'une copie du certificat officiel de changement de nom, serait-elle suffisante? Sinon, veuillez préciser le processus à suivre.

Nous ne sommes pas actuellement un fournisseur de SPICT. Nous sommes une entreprise constituée en société depuis sept ans. Nous avons simplement changé le nom de l'entreprise en novembre 2012.

R 210

Oui. Toutefois, le Canada peut demander des renseignements supplémentaires au cours du processus d'évaluation. Veuillez vous reporter à l'alinéa 3 de l'exigence obligatoire O.2 des pièces jointes B et/ou C.

Q 211

Le client pourrait-il confirmer ce qui suit :

- **Nous sommes un titulaire actuel de SPICT qui a l'intention d'utiliser l'attestation de droits acquis. En ce qui concerne l'exigence obligatoire O.2 dans la CCD, devrions-nous inclure dans notre soumission technique la date d'établissement et une page en référence qui note ce fait? Ou devrions-nous laisser cette section en blanc dans la CCD?**

R 211

L'attestation de droits acquis satisfera aux exigences de l'exigence obligatoire O.2, à moins que les renseignements au dossier de TPSGC pour cette dernière aient changé. Les titulaires actuels de SPICT qui présentent l'attestation de droits acquis pour l'exigence obligatoire O.2 peuvent laisser les champs « date d'établissement » et « page en référence » en blanc dans la CCD.

Q 212

Nous aimerions demander une prolongation de deux semaines pour donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour achever la collecte des renseignements requis afin de présenter une réponse conforme et d'informer toutes les personnes données en référence dans le cadre de la présente soumission.

R 212

Veuillez vous reporter à la modification de l'invitation à soumissionner n° 13, modification n° 15.

Q 213

Nous sommes actuellement titulaires d'une OC et d'un AMA pour des SPICT et nous avons décidé d'utiliser l'attestation de droits acquis, c'est-à-dire de ne pas faire de demande de paliers ou de catégories supplémentaires.

Selon la modification de l'invitation à soumissionner n° 12, section B, précision n° 11, la sélection d'une région ne confère pas automatiquement au soumissionnaire le droit aux régions métropolitaines relevant de la région. À l'heure actuelle, nous avons la région du Pacifique; par conséquent, les régions de Victoria et de Vancouver ne sont pas automatiquement acquises. Cela signifie qu'un ministère qui fait une recherche visant expressément Vancouver, ne trouverait pas notre entreprise.

Nous avons besoin de réponses aux questions suivantes concernant la précision ci-dessus afin d'achever notre soumission.

Question 1 : Pouvons-nous inclure des régions ou des régions métropolitaines additionnelles sans qu'il y ait des répercussions sur l'attestation de droits acquis? Nous ne demandons pas de catégories ni de paliers additionnels dans les nouvelles régions.

Question 2 : Est-il nécessaire que nous ayons une présence physique dans la région (ou sous-région)? Nous présumons que les régions du Pacifique et de l'Atlantique ne sont pas des lieux réels.

Question 3 : Étant donné la précision apportée dans la modification de l'invitation à soumissionner n° 12, nous présumons que cela s'applique pour la région « zone nationale/à l'échelle du Canada », c'est-à-dire qu'un ministère qui fait une recherche visant expressément une région métropolitaine particulière, ne nous trouverait pas.

R 213

- 1) Oui
- 2) Non, vous n'avez pas besoin d'une présence physique dans la région ou zone métropolitaine.
- 3) Oui

Q 214

L'exigence obligatoire O.1, Attestation financière, mentionne des volumes de ventes « au cours du dernier exercice se terminant au maximum douze (12) mois immédiatement à la date de clôture de la demande de soumissions ». Étant donné le dernier report de la date de soumission originale du 4 mars 2013 au 4 avril 2013, l'exercice financier admissible changera pour les entreprises dont l'exercice financier se termine le 31 mars. Cela pourrait éliminer un soumissionnaire qui était initialement qualifié.

Veuillez confirmer qu'aux fins de l'exigence obligatoire O.1, la « date de présentation » peut être la date originale de présentation (4 mars 2013) ou la dernière date (actuellement, le 4 avril 2013), au choix du soumissionnaire.

R 214

Non, O.1 ne change pas.

Q 215

À l'heure actuelle, je représente cinq entreprises qui tentent d'effectuer la mise à jour des SPICT. Nous éprouvons des difficultés à respecter la date limite. Serait-il possible d'obtenir une prolongation supplémentaire d'une semaine?

Cette communication peut être privilégiée et contenir des renseignements confidentiels à l'intention exclusive des destinataires de l'envoi. Toute divulgation, reproduction ou autre distribution non autorisées de la présente communication, ou la prise de toute mesure relative à son contenu, sont strictement interdites. Si vous avez reçu le présent message par erreur, veuillez nous en aviser immédiatement et supprimer le message sans le lire, le reproduire ou le transférer à qui que ce soit.

R 215

La date de clôture ne change pas.